

## Réponse à des questions de camarades du POID

Des camarades militants au POID (Parti Ouvrier Indépendant Démocratique, constitué en 2015 suite à la scission/exclusion de ses animateurs du POI, et qui publie la *Tribune des Travailleurs*) nous ont, depuis quelques semaines, adressé des messages fraternels nous demandant pourquoi **Aplutsoc** n'intégrerait par le POID, pour y former éventuellement une tendance, ainsi que, théoriquement, les statuts de cette organisation le permettent. Nous voudrions d'abord nous excuser envers eux d'avoir pris notre temps pour répondre, mais c'est bien, au fond, parce que nous prenons très au sérieux de telles sollicitations, car elles soulignent pour nous les responsabilités que nous sommes en train de prendre de par notre existence même.

Dans différents échanges, y compris sur les réseaux sociaux, des militants du POID se sont souvent trouvés d'accord avec nous sur différents sujets dans la dernière période, principalement à propos de la défense des grévistes et des syndicats indépendants en Bélarus, et, sur la France, à propos de la mise en cause du pouvoir exécutif comme objectif central de la lutte des classes, à mettre en avant consciemment.

Ce dernier point est essentiel. Dehors Macron, Macron démission, Macron dégage, unité pour chasser Macron, sont les formules qu'Aplutsoc a mis en avant de manière continue depuis le printemps 2018. « Poser la question du pouvoir » est pour nous autre chose qu'un mantra : une méthode.

A la fois une méthode générale – partir des « *conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière* » pour aller « *invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* ». Et, dans beaucoup de situations politiques, un objectif concret.

En France, les luttes sociales causées par la résistance à la destruction du droit du travail, de l'école, des services publics, et les attaques contre les libertés démocratiques, posent ouvertement la question de l'affrontement central et général (général parce que central : la lutte des classes est politique) avec le pouvoir exécutif de la V<sup>e</sup> République, avec Macron. Les appareils dirigeants des centrales syndicales et les partis politiques dits « de gauche », héritiers plus ou moins directs des courants politiques issus du mouvement ouvrier, ne veulent pas de ce débouché politique : ils préservent le régime et ils protègent Macron.

Malgré cela, la dynamique du mouvement réel, à trois reprises, s'est dirigée en ce sens. A partir du 17 novembre 2018 avec le mouvement dit des Gilets jaunes qui a été pour l'essentiel, dans sa phase massive, une explosion de couches prolétariennes et semi-prolétariennes paupérisées, qui ont tenté de renverser Macron. Le 5 décembre 2019 et les semaines suivantes avec la réalisation de l'unité de larges couches du prolétariat pour le retrait du projet anti-retraites de Macron, mouvement qui a – malgré les directions- érigé pendant quelques semaines l'intersyndicale CGT/FO/FSU/Solidaires en expression politique légitime *de facto* contre cet exécutif illégitime. Et, fin 2020, le surgissement de manifestations démocratiques de masse avec de nombreux jeunes imposant le mot d'ordre « Macron démission » dans les manifestations contre la loi « Sécurité globale », processus prestement stoppé par le refus des appareils en place de poursuivre ce combat, combiné à une répression ciblée et violente menée par le préfet Lallement pour le compte de Macron.

Ces processus se cherchent à nouveau en ce mois de janvier 2021, ce qui nous a conduit à signaler de manière favorable la campagne du POID soulevant la question d'une manifestation centrale pour l'interdiction des licenciements, mais surtout à soutenir et participer au mouvement visant à réaliser effectivement une première manifestation centrale pour stopper les licenciements, le 23 janvier prochain.

Au printemps 2018, nous sentions ce mouvement qui se cherchait et, de ce fait, nous avons participé à la manifestation organisée par le POID le 13 mai 2018 sur le mot d'ordre *Unité pour chasser Macron*. Nous avons soutenu à fond cette action et appelé à préparer sur le même axe une « *marée populaire* » (expression alors présente dans les discussions entre militants et organisations) en lui donnant clairement le but de chasser Macron.

Mais à partir de juin 2018 ce n'est pas ce mot d'ordre que la *Tribune des travailleurs* a mis en avant. La recherche de l'unité pour chasser Macron était remplacée par une formule beaucoup plus classique chez les syndicalistes : Stopper l'offensive de Macron et du gouvernement. Finalement, quand une explosion prolétarienne se produisit sous la forme des « gilets jaunes », le POID, formulant crûment les attaques lancées contre ce mouvement par les directions syndicales confédérales de la CGT-FO et surtout de la CGT, le qualifiait de petit-bourgeois voire crypto-fasciste (on se rappelle de la « *chemise brune qui dépasse sous le gilet jaune* » d'un édito de D. Gluckstein). Très clairement, la défense des soi-disant « *formes classiques de la lutte des classes* » tendait alors à cautionner l'opposition frontale aux formes réelles de la lutte des classes, particulièrement quand celle-ci veut affronter le pouvoir et le chasser.

Étant quant à nous restés sur l'orientation consistant à relier les luttes de classe et la question du pouvoir, nous nous trouvions en pratique en opposition diamétrale avec cette orientation du POID : nous soulevions la question de la grève générale et non celle du refus de participer aux manifestations des gilets jaunes et tout au contraire, quand elles tendaient à se centraliser pour affronter l'Élysée, nous soutenions à fond ce mouvement. C'était alors le moment, ou jamais, de rassembler pour renverser exécutif et régime, et d'engager les discussions sur une véritable démocratie, rompant avec la V<sup>e</sup> République, et sur la possibilité d'élection d'une assemblée constituante par en bas, combinée à la destruction de l'État capitaliste de la V<sup>e</sup> République et de ses préfets, recteurs et autres directeurs d'ARS. C'est le consensus de fait de tous les appareils, le POID participant à ce concert, pour préconiser tout ce que l'on veut sauf le départ de Macron, qui l'a alors sauvé (et nous le payons tous). La thématique du « RIC » chez beaucoup de Gilets jaunes, à partir de mi-janvier 2019, ne fut rien d'autre que l'occupation du vide politique ainsi délibérément créé. Il nous a même été expliqué à l'époque – par des camarades du POID ...- que le slogan *Macron démission*, apparu spontanément dans les manifs avant même celles des Gilets jaunes, protégeait le régime- un peu comme si on avait raconté aux bolcheviks en 1905 que le mot d'ordre *Dehors le tsar* protégeait ... le tsarisme !

Aujourd'hui, le balancier du POID est à nouveau sur une sorte de modulation entre « *Ce gouvernement, incapable de protéger la population, doit partir* » - formule qui ne désigne pas le président de la V<sup>e</sup> République – et *Dehors Macron et sa politique, le plus tôt sera le mieux*, et la nécessité de l'unité « *pour en finir avec les institutions anti-démocratiques de la V<sup>e</sup> République et établir un régime véritablement démocratique.* » Nous avons donc le sentiment d'avoir affaire à des oscillations : chasser Macron, jusqu'à présent, a été mis en avant quand la lutte des classes

commence à monter, puis « oublié » quand elle tente réellement de l'affronter centralement, voire de le chasser bel et bien.

Nous sommes donc conduits à dire aux militants du POID qui s'adressent à nous, souhaitant que nous les rejoignons, que ce qui nous rapproche aujourd'hui, ce sont les besoins réels de la lutte des classes, mais que, aussi petits que nous soyons quant à nous, nous ne gravitons nullement autour du POID : nous tentons d'exprimer une véritable continuité politique dans la lutte pour centraliser, généraliser et unir les combats de classe pour renverser le pouvoir en place et démanteler l'État du capital, la V<sup>e</sup> République. Cette continuité manque du côté de la direction du POID, et, à notre connaissance, aucun bilan n'a été tiré de ces variations et de ces éclipses.

Une cause de ces problèmes politiques, ainsi que de la difficulté à en imposer un vrai bilan, pourrait être leur lien avec un autre thème, qui apparaît, au premier plan, dans les écrits de D. Gluckstein au printemps 2018 : la dénonciation du « *dégagisme syndical* ». En clair, il était malvenu, dans FO, de vouloir dégager Mailly. Et plus généralement, les appareils syndicaux, malgré leur caractère d'appareils bureaucratiques, étaient analysés comme confrontés au double danger de l'intégration et de la dislocation par des attaques médiatiques ou « populistes ». Le danger de l'intégration à l'État et à l'association capital-travail est certain, mais loin de conduire à minimiser la nécessité d'affronter les directions syndicales, il devrait plutôt y pousser car ce sont elles qui relaient ce danger, veulent baigner dans le « dialogue social » et engluent les structures syndicales de base, qui vivent par et pour la lutte des classes, dans ces marais et la paralysie qui va avec. Quant à la catégorie du « dégagisme », c'était une catégorie totalement confuse, mélangeant la volonté des militants syndicaux d'assurer, justement, l'efficacité et donc l'indépendance de leurs organisations, et se heurtant à leurs directions, aux attaques les plus diverses émanant de Macron, des médias, de Mélenchon, du pape et de bien d'autres. Un amalgame entre des tendances de classe opposées : le contraire d'une clarification. En fait il s'agissait de la protection des appareils confédéraux existants. Que ce choix politique ne soit pas compatible avec le combat pour l'unité pour chasser Macron a été ensuite, fin 2018 et à plusieurs reprises depuis, vérifié dans la pratique ...

Il s'ensuit une contradiction qui est celle du POID : une base militante active qui veut construire un parti pour en découdre avec le capital et son État, et une structuration homogène de la direction qui veut certes construire son propre parti, mais dans le cadre des appareils, notamment syndicaux, existants, et par conséquent dans le cadre de l'ordre existant. Cette contradiction était déjà celle du POI avant la scission/exclusion de 2015 (à ceci près que la base militante de celui-ci était beaucoup moins active : la naissance du POID a vu renaître un certain nombre de bonnes vieilles habitudes de l'ancienne OCI visant à affirmer et déployer une organisation). La scission/exclusion pouvait avoir une dynamique de dépassement de ces vieilles limites, cela n'a pas été le cas, mais il est possible, et même inévitable, que les contradictions accumulées ressurgissent, surtout au POID car il y a là quelques jeunes qui « en veulent » et qui ont bien raison. Mais un bilan historique global n'était pas le souhait de D. Gluckstein et de la direction de la TCI/POID. À l'instar de l'autre fraction (CCI/POI), il a voulu affirmer qu'il détenait le « *fil de la continuité* » contre ceux qui l'avaient abandonné, ce qui impliquait de ne rien mettre en cause de la longue histoire du trotskysme. Il y a là matière nécessaire à un débat considérable que nous souhaitons avoir avec toutes celles et ceux qui le souhaitent, et qu'il serait trop long de développer ici.

Disons sommairement que la proclamation de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1938 a été voulue par Trotsky, malgré l'absence de courants de masse dans ses rangs, pour assurer l'existence d'un pôle de

regroupement s'engageant dans la transformation de la seconde guerre impérialiste mondiale, qui arrivait, en guerre civile révolutionnaire internationale. Que l'organisation qui se reconstitue en 1946 sous le même nom s'institue sur la base de l'absence de tout bilan de cette période décisive, se décernant un auto-satisfecit pour avoir « tenu » sans plus. Que ceci est pour beaucoup dans sa dislocation ultérieure lors de la « crise pabliste » bien qu'aucun des courants qui naissent alors ne revienne sérieusement sur ce premier bilan. Que la recherche d'une reconstruction, d'une issue à cet émiettement, par le courant « lambertiste » notamment (mais pas que lui), était porteuse de bien des potentialités, mais que l'organisation ainsi construite, confrontée à la possibilité de s'auto-dépasser, s'est repliée, ou a fini de se replier, lorsque Lambert a théorisé, dès 1985, qu'il était devenu le seul détenteur du « fil de la continuité » magiquement secrété par Trotsky en 1938, suite à l'évolution pro-castriste du SWP nord-américain, et qu'en conséquence, il pouvait « reproclamer » la IV<sup>e</sup> Internationale, ce qui fut fait en 1993. Que ce repli est relié à l'adaptation aux appareils existants dans la lutte des classes en France (le premier rapport moral voté dans FO ne date pas de 1969 comme l'expliquent Lambert et Gluckstein dans *Itinéraires*, mais de 1959 et cautionne l'absence de combat de la direction confédérale contre l'avènement de la V<sup>e</sup> République !). Que, pendant 22 ans, la « IV<sup>e</sup> Internationale » reconstituée et le PT devenu ensuite POI en France ont vivoté, sorte de frigo congelant des énergies militantes et des références historiques, sans autre perspective ni but réel que d'exister comme un petit appareil entre les grands, dans l'ordre existant. Qu'à la longue la tendance à s'effacer derrière des appareils existants anciens ou nouveaux et la tendance à s'affirmer se sont distinguées l'une de l'autre, aboutissant aux courants « Lacaze » et « Seldjouk » qui cohabitent quelques années puis cassent en 2015. Le second de ces courants avait alors des possibilités, que la reprise de militantisme qui l'a caractérisé et un certain dynamisme ont indiqué, mais il a pour l'essentiel reproduit toute la structure figée préexistante, obstacle à la construction d'un véritable parti : fiction d'une IV<sup>e</sup> Internationale existante et « reconstruite », mais qu'il faudrait à présent réorganiser, auto affirmation d'un « parti ouvrier » qui en réalité est à construire de A à Z, statuts reconnaissant sur le papier le droit de tendance et monolithisme de fait, le POID n'ayant qu'une seule tendance véritable, la TCI, qui elle-même est une fraction assez classique qui reproduit les traits du zinoviévisme historique en pensant reproduire ceux d'un bolchevisme largement imaginaire.

La description sommaire à laquelle nous nous livrons là ne vise surtout pas à décourager les énergies des jeunes camarades. Mais elle explique que nous ne pensions pas, petit groupe que nous sommes, avoir la possibilité de peser sur la lutte des classes en nous intégrant à cette organisation, ce qui serait nous y enfouir en étant, d'ailleurs, attendus de pied ferme par sa direction. La seule tendance distincte de la TCI, comme d'ailleurs du CCI du côté du POI, qui existait dans l'ancien POI et auparavant dans le PT, et encore avant dans le MPPT, était la branche de l'anarcho-syndicalisme dont la personnalité historique fut Alexandre Hébert.

Les héritiers véritables de ce courant, l'actuelle Union Anarcho-Syndicaliste et des responsables CGT-FO à différents niveaux, se situent aujourd'hui aux antipodes du rejet du fameux « dédagisme syndical ». En fait, il est probable qu'ils étaient visés dans les diatribes de D. Gluckstein à ce sujet. Ils sont à présent en butte à une véritable répression bureaucratique qui semble être en train d'affaiblir gravement l'UD FO du Finistère, l'une des plus implantées, jusqu'à présent, dans les petites et moyennes entreprises. Ni la direction du POI ni celle du POID ne défendent leurs anciens camarades. La symétrie est parfaite. Nous pensons au contraire qu'il faut tendre la main à ces camarades. Les

étiquettes et les références historiques ne doivent pas faire oublier le rôle dans la lutte des classes réelles. C'est aussi et c'est d'abord cela, l'unité pour chasser Macron.

D'une façon ou d'une autre, les contradictions vont s'exprimer dans le POID comme ailleurs. Le POID cherche à impulser – et il est sans doute bien le seul actuellement - une organisation de jeunesse censée être indépendante. Inévitablement, les préoccupations massives de la jeunesse sur l'avenir du monde vont s'y exprimer. Il semble difficile de les contenir par la sorte d'ignorance sceptique et suffisante de la question dite écologique, ou environnementale, et notamment du réchauffement climatique causé par la combustion capitaliste des hydrocarbures, qui a prévalu à ce jour. Dans un tout autre domaine, force est de constater qu'une figure politique historique du POID a pris ses distances, sans que cela ne semble affecter outre mesure sa direction ; Jean-Jacques Marie est pourtant le principal historien et de Trotsky et de l'URSS en France aujourd'hui, et, en outre, l'un des deux héritiers spirituels de Marceau Pivert (l'autre était tout autre, puisqu'il s'agissait de Michel Rocard !). Suite à quoi les responsables POID participant à la revue puis au site internet *Cahiers du Mouvement ouvrier* qu'il animait, ont entrepris de lancer une nouvelle revue (les universitaires de sensibilité plutôt NPA ou Ensemble qui lui ont été associés n'ont probablement rien compris au film). On pouvait difficilement imaginer pire *remake* de la manière dont, auparavant, la direction du POI avait sauvegardé son contrôle du CERMTRI peu après la scission de 2015. Ce sont là des symptômes de continuité dans les méthodes d'appareil ...

Pour toutes ces raisons, il ne nous semble donc ni possible ni utile de faire ce que certains camarades du POID nous ont proposé. Mais ceci n'est certainement pas une fin de non-recevoir. Il est évident que les débats fondamentaux – comment réaliser l'unité pour chasser Macron ? comment défendre réellement l'indépendance syndicale ? comment regrouper politiquement, au niveau international et national ?- nous sont communs, et sont communs à bien d'autres. C'est pour cela que nous nous efforçons d'agir en *centre politique* dans le milieu militant et dans notre classe, et, nous le souhaitons, vers la jeunesse. C'est parce que le milieu militant, les syndicalistes, les jeunes, forme aujourd'hui un milieu dans lequel on peut et doit intervenir comme centre de propositions, de débats et d'actions, que nous n'envisageons pas à ce stade d'adhérer à telle ou telle organisation, car les processus de réorganisation, de décomposition, de recherche ... sont globaux.

Par centre politique, nous entendons : ni pur cercle de discussion, ni fraction autoproclamée par avance embryon du parti à construire. Le parti dont nous avons besoin ne résultera pas de la croissance directe d'un noyau préalable – Lambert là-dessus avait eu raison de le dire ... en 1946 !

Notre centre politique se délimite par trois points : poser concrètement la question du pouvoir ; chercher à la poser dans tous les pays, en excluant tout campisme car tous sont capitalistes (ce qui soulève, au passage, une autre question : la curieuse position de D. Glukstein, à peu près seul au monde à avoir découvert que la Chine sort affaiblie de l'année 2020) ; et utiliser pour cela *tout* l'héritage politique et programmatique du combat révolutionnaire – alors, bien entendu, Trotsky en est un gros morceau, mais il est loin d'être le seul. Si on nous dit « mais qu'est-ce que c'est que ce truc, ça n'a jamais existé ? », nous dirons que tout au contraire, aussi bien le Comité de Correspondance Communiste formé par Marx, Engels et leurs camarades fut un « centre politique » qui put orienter la Ligue des justes vers sa transformation en Ligue des communistes et le Manifeste de ce nom, que *l'Iskra* formé par Lénine, Martov et quelques autres fut un tel centre dans le milieu fluctuant des cercles social-démocrates de Russie et que le courant bolchevique en fut la conséquence, ou encore qu'en France le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale formé en 1919 par Rosmer,

Monatte, Lorient, Souvarine et leurs camarades, lui aussi, fut un « centre politique » activant et fécondant le mouvement révolutionnaire réel. Cette méthode de regroupement vise à aller vers un parti, avec de véritables tendances formées dans le dialogue permanent entre elles et avec les masses, des gauchistes, des droitiers, un centre, visant à aider les masses à prendre le pouvoir.

Nous avons donc de grandes choses à faire ensemble. Nous ne vous disons pas de quitter le POID. Battez-vous. Mais n'hésitez pas à discuter publiquement de tous les sujets, à nous fédérer et nous coordonner.

Le 14-01-2021.